

AG

State Law Office

Received

10 FEB 2000

23/02/00

by hand

**REPUBLIQUE  
DE  
VANUATU**



**REPUBLIC  
OF  
VANUATU**

**JOURNAL OFFICIEL**

**OFFICIAL GAZETTE**

7 FEVRIER 2000

NO. 3

7 FEBRUARY 2000

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

ARRETE NO. 26 DE 1998 SUR LA  
SYLVICULTURE (CODE DE PRATIQUE DU  
DEBOISEMENT A VANUATU).

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDERS

CONTENTS

PAGE

LEGAL NOTICES -

▪ BANKING ACT [CAP. 63]	1-4
▪ CHARITABLE ASSOCIATIONS (INCORPORATION) [CAP. 140]	5
▪ COMPANIES ACT [CAP. 191]	6
REMOVALS - VBTC BOARD MEMBERS	7-12
APPOINTMENTS - VBTC BOARD MEMBERS	13-18
APPOINTMENT - MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD	19-27

**RÉPUBLIQUE DE VANUATU**

**LOI NO. 14 DE 1982 SUR LA SYLVICULTURE (CAP. 147)**

**ARRÊTÉ NO. 26 DE 1998 SUR LA SYLVICULTURE  
(CODE DE PRATIQUE DU DÉBOISEMENT À VANUATU)**

Instituant le Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu.

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE,  
DE LA SYLVICULTURE ET DES PÊCHES**

**Vu** les pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'article 34 et du paragraphe 4) de l'article 21A de la Loi No. 14 de 1982 sur la Sylviculture (CAP. 147) tel que modifiée,

**ARRÊTE :**

**DÉFINITIONS**

1. Dans le présent Arrêté, sauf interprétation différente dictée par le contexte :

"Loi" désigne la Loi No. 14 de 1982 sur la Sylviculture (CAP. 147) ;

"Compétence" signifie avoir des capacités et connaissances suffisantes permettant d'entreprendre des activités d'exploitation pertinentes suivant les normes minima requises par le Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu ou convaincantes pour le Directeur ;

"Coupe" signifie une zone spécifique de forêt où l'abattage a lieu et transformée en zone d'exploitation, normalement, en moins d'un an ;

"Plan d'exploitation" signifie un plan stratégique fournissant une description précise des propositions de déboisement, y compris l'emplacement des bornes, des zones proscrites, des routes, des plateformes d'attente et des voies de roulage ainsi que des détails sur les ressources forestières, les valeurs culturelles et écologiques et l'utilisation des terres après abattage ;

"Service" désigne le Service des Forêts du Gouvernement de la République de Vanuatu ;

"Directeur" désigne le Directeur du Service des Forêts ou toute autre personne la Commission de la Fonction publique peut nommer comme Directeur ;

"Zone proscrite" désigne les zones où les activités d'exploitation n'y sont pas autorisées sauf autorisation expresse d'un agent forestier avant toute activité d'exploitation. Les zones proscrites doivent être distinctement indiquées aussi bien sur le plan de déboisement de la coupe que sur le terrain.

"Agent forestier" désigne le Directeur, l'agent forestier en chef d'exploitation, tout agent forestier ou tout autre agent exerçant les fonctions d'un agent forestier approuvées par le Directeur aux termes de la loi sur la Sylviculture.

"Exploitant forestier" désigne toute personne exploitant une des activités définies et liées aux activités d'exploitation avec un permis d'exploiter et qui exigent l'obtention d'un permis d'exploitation conformément au paragraphe 1) de la clause 5 du Code de Pratique du déboisement ;

“Contrat de déboisement” désigne le contrat régi par les dispositions du paragraphe 1) de l'article 11 de la loi sur la Sylviculture prévu à l'annexe 2 de la loi.

“Points de pénalité” signifie les points attribués à un exploitant forestier pour les infractions majeures au Code de Pratique du Déboisement conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'article 13 de l'arrêté No. 32 de 1982 sur la Sylviculture (Règlement).

“Détenteur de permis” désigne toute personne ou entreprise titulaire d'un permis d'exploiter conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi sur la Sylviculture ;

“Activités d'exploitation” désigne l'une quelconque des activités suivantes entreprises aux fins de ou liées à la vente ou la transformation de bois : abattage d'arbres et préparation des grumes, construction des voies de roulage, plateformes d'attente, débusquage, stérage des grumes, chargement et roulage des billes, scierie volante, planification ou étude, construction et nivelage des routes ou voie, construction en vue de tous travaux de stabilisation, construction de tout passage de cours d'eau et extraction et répandage de gravier, corail ou roche sur toute route ou voie.

“Passage de cours d'eau” désigne un pont, canal, tuyeau, remblai en terre, gué ou tout autre moyen permettant le passage d'un cours d'eau par une route.

### **APPLICATION DE L'ARRÊTÉ**

2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à toute personne détenant un permis d'exploiter aux termes de la loi sur la Sylviculture, ou exploitant l'une quelconque des activités spécifiées et liées aux activités d'exploitation à Vanuatu.

### **CODE DE PRATIQUE DU DÉBOISEMENT À VANUATU**

3. 1) Un Code dénommé “Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu” et destiné à la République de Vanuatu est par les présentes établi.
- 2) Le Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu fixe les normes minima et procédures concrètes applicables aux activités d'exploitation, afin de s'assurer que les valeurs écologiques et culturelles soient protégées et que les forêts soient gérées de façon durable.
- 3) La version du Code de pratique du Déboisement, version mars 1998 présenté sous forme d'annexe 1 au présent arrêté s'applique dans toute la République de Vanuatu et telle qu'elle sera de temps à autre modifiée.

### **MODIFICATION DU CODE DE PRATIQUE DU DÉBOISEMENT**

4. 1) Le Directeur peut, après consultation des détenteurs de permis d'exploiter, recommander au Ministre des modifications au Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu.
- 2) Le Ministre peut, par arrêté publié au Journal officiel de la République de Vanuatu, approuver les modifications au Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu.
- 3) Le Directeur est tenu d'informer tous les détenteurs de permis d'exploiter de toute modification approuvée au Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu.

### **EXPLOITANTS FORESTIERS PATENTÉS**

5. 1) Nul ne peut superviser les activités d'exploitation ou entreprendre l'une des activités prescrites liées aux activités d'exploitation sauf s'il détient un permis d'exploitant forestier valable et non suspendu.

- 2) Toute personne peut adresser une demande de permis d'exploitant forestier prévue sous forme d'annexe 2 du présent arrêté.
- 3) Le Directeur peut exiger d'un demandeur de permis de prouver ses capacités ou à participer à des stages de formation portant sur le Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu, le stérage des grumes et le pilotage des engins utilisés dans les activités d'exploitation.
- 4) Le Directeur peut, après avoir considéré la demande et les capacités, accorder ou refuser d'accorder un permis d'exploitation forestière prévu sous forme d'annexe 3 du présent arrêté.
- 5) Le Directeur doit tenir un registre de tous les permis d'exploitation forestière délivrés et enregistrer les détails concernant les points de pénalité attribués à tout détenteur de permis inscrit au registre.

#### **DROIT AFFÉRENT AU PERMIS**

6. Le titulaire de permis d'exploiter doit, à la délivrance de permis, s'acquitter d'un droit dont le montant est de 5000 VT.

#### **OBLIGATIONS DU DÉTENTEUR DE PERMIS**

7.
  - 1) Le détenteur d'un permis doit, trimestriellement et sur le formulaire prévu à l'annexe 4, notifier le Service des Forêts des nom et numéro de permis d'exploiter de chaque personne qu'il emploie dans les activités d'exploitation.
  - 2) Le détenteur d'un permis ne doit autoriser personne à entreprendre toutes activités d'exploitation, pour lesquelles le permis d'exploiter est requis, sans un permis valable et non suspendu.

#### **SUPERVISEUR DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

8.
  - 1) Le détenteur d'un permis doit nommer une personne à titre de superviseur d'activités d'exploitation de l'entreprise pour chaque zone où il entreprend des activités d'exploitation.
  - 2) Le superviseur des activités d'exploitation de l'entreprise veille à ce que toutes les personnes engagées dans les activités d'exploitation se conforment aux dispositions du Code de Pratique du Déboisement et au plan d'exploitation.

#### **PLAN D'EXPLOITATION**

9.
  - 1) Le Directeur détermine le format approprié d'un plan d'exploitation d'une coupe en tenant compte des règles du Code de Pratique du Déboisement à Vanuatu, de la taille des activités, des dispositifs cartographiques et des données de base des ressources forestières disponibles.
  - 2) Un détenteur de permis d'exploiter doit, sauf si le Directeur l'exempte de cette obligation, préparer un plan d'exploitation de chaque zone où les activités d'exploitation doivent être entreprises.
  - 3) Le Directeur ou l'agent forestier agréé doit considérer chaque plan d'exploitation et l'approuver s'il estime que les normes minima requises par le Code de Pratique du Déboisement sont respectées.

- 4) Les activités d'exploitation ne doivent pas être lancées jusqu'à ce que le plan d'exploitation ait été approuvé.

## **CONTRÔLE DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

10. 1) Un agent forestier sera responsable du contrôle de la conformité au Code de Pratique du Déboisement dans chaque zone où l'autorisation a été accordée aux fins d'entreprendre des activités d'exploitation.
- 2) Un agent forestier doit inspecter une coupe sur le terrain pour s'assurer de sa conformité aux dispositions du Code de Pratique du Déboisement avant, pendant et après les activités d'exploitation.
- 3) Un agent forestier doit, après inspection des activités d'exploitation, compléter les parties appropriées de la fiche de contrôle prévue en annexe 5 du présent arrêté.

## **FIN DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

11. 1) Le superviseur des activités d'exploitation de l'entreprise doit, à la fin des activités d'exploitation dans une zone déterminée, demander une inspection de la zone par l'agent forestier pour certifier que les activités d'exploitation ont été menées conformément au Code de Pratique du Déboisement et aux clauses du contrat de déboisement.
- 2) Un agent forestier doit, après inspection d'une zone, compléter la partie "après abattage" de la fiche de contrôle prévue en annexe 5 et remplir le formulaire d'autorisation avant de quitter les lieux à condition que tous les travaux de stabilisation et de défrichage aient été achevés.
- 3) S'il est nécessaire d'enlever des engins d'abattage avant la fin des activités d'exploitation dans une zone déterminée, un superviseur d'activités d'exploitation de l'entreprise peut demander à un agent forestier d'approuver l'enlèvement des engins devant quitter la coupe en remplissant la partie appropriée de la fiche de contrôle prévue en annexe 5.
- 4) Un agent forestier approuve le départ des engins de la coupe s'il est convaincu qu'il existe une raison valable d'enlever lesdits engins et à condition que les travaux de stabilisation aient été achevés dans ces zones où les activités d'exploitations ont été entreprises.
- 5) Les engins d'abattage requis pour les travaux de stabilisation et de construction ne doivent être enlevés d'une coupe que si l'agent forestier a approuvé l'enlèvement.

## **INFRACTIONS AU CODE DE PRATIQUE DU DÉBOISEMENT**

12. 1) Un agent forestier peut déterminer si une infraction au Code de Pratique du Déboisement constitue une infraction majeure ou mineure en fonction de la gravité de l'infraction.
- 2) Les infractions majeures au Code de Pratique du Déboisement correspondent à un des cas mentionnés à l'annexe 6 du présent arrêté.
- 3) Les infractions mineures au Code de Pratique du Déboisement correspondent à toutes autres infractions aux règles du Code de Pratique du Déboisement.

## **PEINES PRÉVUES POUR LES INFRACTIONS AU CODE DE PRATIQUE DU DÉBOISEMENT**

13. 1) Un agent forestier doit attribuer le nombre approprié de points de pénalité, tel qu'indiqué à l'annexe 6 du présent arrêté à un exploitant forestier s'il considère qu'il a commis une infraction majeure au Code de Pratique du Déboisement.

- 2) Un agent forestier peut imposer une amende telle qu'indiquée à l'annexe 6 à tout détenteur de permis d'exploiter pour les infractions majeures commises par un exploitant forestier opérant sous ledit permis.
- 3) Un agent forestier doit notifier à tout exploitant forestier, superviseur d'activités d'exploitation et tout titulaire de permis, l'attribution des points de pénalité et amendes prévus sous forme d'annexe 7 du présent arrêté.
- 4) Tous les points de pénalité attribués à tout exploitant forestier doivent être conservés au registre pour une période de 12 mois.
- 5) Un agent forestier doit notifier tout détenteur de permis et superviseur d'activités d'exploitation de l'entreprise, de toute infraction majeure au Code de Pratique du Déboisement et de tous travaux requis de remise en état.
- 6) Un superviseur d'activités d'exploitation de l'entreprise doit s'assurer que toute instruction donnée par un agent forestier concernant les travaux de remise en état et l'infraction au Code de Pratique du Déboisement soit exécutée dans le délai spécifié par l'agent forestier.

### **PROCÉDURE D'APPEL**

14. Si un détenteur de permis ou un exploitant forestier patenté conteste la décision d'un agent forestier en ce qui concerne l'attribution des points de pénalité ou les amendes infligées en vertu de l'article 13, il peut, dans les quatorze jours de la date d'attribution des points de pénalité, demander un examen de la décision par le Directeur dont la décision sera finale.

### **SUSPENSION OU RETRAIT DE PERMIS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE**

15.
  - 1) Le Directeur peut suspendre le permis d'exploitation forestière de toute personne qui, dans toute période de douze mois, a accumulé 20 points de pénalité ou plus.
  - 2) La période de suspension doit être conforme aux nombres de points de pénalité qui ont été accumulés et telle que spécifiée à l'annexe 8 du présent arrêté.
  - 3) Le Directeur ou l'agent forestier agréé doit délivrer l'avis de suspension ou de retrait de permis d'exploitation prévu en annexe 9 du présent arrêté au détenteur de permis pour lequel l'exploitant forestier suspendu travaille.
  - 4) Lorsque le permis d'une personne nommée comme superviseur des activités d'exploitation d'une entreprise est suspendu, toutes les activités d'exploitation de cette zone sont suspendue pour la période de suspension ou jusqu'à ce que le Directeur avise le détenteur de permis de la reprise des activités d'exploitation.
  - 5) Le Directeur peut retirer le permis d'exploiter de toute personne qui, dans toute période de douze mois, a accumulé 150 points de pénalité ou plus.

### **INFRACTION**

16. Toute personne entreprenant une activité d'exploitation et contrevenant aux dispositions du présent arrêté commet une infraction et le tribunal peut, lors de la condamnation, en plus d'une amende n'excédant pas 50 000 VT, ordonner le retrait du permis du contrevenant.

**ENTRÉE EN VIGUEUR**

17. Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel.

FAIT à Port-Vila, le 10 novembre 1998.

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE,  
DE LA SYLVICULTURE ET DES PÊCHES.**

**JOHN MORRISON WILLIE**

**ANNEXE 1**

**(Article 3.3)**

**RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS**

**CODE DE PRATIQUE DU DÉBOISEMENT À VANUATU**

(Code : document joint à l'arrêté)

ANNEXE 2

(Article 5. 2)

RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS

DEMANDE D'UN PERMIS D'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Je (nom) : ..... Date de naissance : .....  
Adresse personnelle : .....  
Adresse postale (de l'entreprise) : .....  
désire déposer une demande de permis d'exploitant forestier aux fins d'entreprendre des activités d'exploitation à (île).....pour le compte de l'entreprise..... (nom de l'entreprise ou de la personne détentrice de permis).

Je désire entreprendre les activités suivantes :

Type d'activités d'exploitation	Cochez la case appropriée
Tronçonneur	
Abattage	
Stérage des grumes	
Opérateur d'engins (débusquage et chargement)	
Construction et entretien des routes	
Roulage des grumes	
Supervision d'activités d'exploitation	
Scierie volante	

J'accepte de me conformer au Code de Pratique du Déboisement de Vanuatu et suis conscient du fait que ce permis peut être suspendu ou retiré si je ne me conforme pas au Code.

Date : ..... Signature du demandeur : .....

Je confirme avoir reçu la somme de 5 000 VT de droit

En date de : ...../...../..... Signature de l'Agent forestier : .....

Nom de l'Agent forestier (en lettres moulées) : .....

**RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS**

**PERMIS D'EXPLOITANT FORESTIER**

Numéro de permis : .....

Le présent permis autorise

M. (Mme. Melle) ..... Né(e) le : ...../...../..... (J/M/A)  
 Résidant à : .....  
 à entreprendre les types d'activités d'exploitation suivantes à ..... (île) dans la  
 République de Vanuatu, sous réserve des conditions fixées.

Type d'activités d'exploitation autorisées	Rayer la mention inutile
Tronçonneur	Oui / Non
Abattage	Oui / Non
Stérage des grumes	Oui / Non
Opérateur d'engins (débusquage et chargement)	Oui / Non
Construction et entretien des route	Oui / Non
Roulage des grumes	Oui / Non
Supervision d'activités d'exploitation	Oui / Non
Scierie volante	Oui / Non

**Conditions :**

1. L'omission de se conformer aux règles du Code de Pratique du Déboisement peut entraîner l'attribution de points de pénalité, des amendes et la suspension ou le retrait du permis.
2. L'exploitant forestier doit se conformer aux dispositons de l'arrêté No. 26 de 1998 sur le Code de Pratique du Déboisement.
3. L'exploitant forestier doit notifier le Service des Forêts s'il change d'île où il opère ou d'entreprise pour laquelle il travaille.
4. L'exploitant forestier doit participer à tout programme de formation requis par le directeur du Service des Forêts.
5. Il peut être demandé à l'exploitant forestier de démontrer sa compétence à réaliser ses activités normales dans le but de satisfaire le directeur du Service des Forêts ou l'agent forestier agréé.
6. L'exploitant forestier doit s'acquitter des droits afférents à la demande de permis s'élevant à 5000VT faute de quoi le permis ne sera pas valable.
7. L'agent chargé de délivrer le permis peut ajouter des conditions supplémentaires sous forme de pièces jointes selon le cas. Conditions complémentaires ? Oui / Non.

**Le Directeur du Service des Forêts.**

**Sceau du Service**

**Date.**

.....

.....





**ANNEXE 5**

(Articles 10.3), 11.2) et 11.3)

**RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS  
FICHE DE CONTRÔLE DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION**

Site de l'exploitation

Lieu : ..... Nom du propriétaire foncier : .....  
 Île : ..... Nom du terrain : .....  
 Nom de l'entreprise : ..... Contrat No. : .....  
 No. du Plan de déboisement : ..... Date : ..... Préparée par : .....

Vérifier	Observations et questions à poser	Avant abattage	Pendant abattage	Après abattage
		(oui/non)	(oui/non)	(oui/non)
<b>BORNAGE</b>	1.1 Bornage conforme au plan ?			
	1.2 Bornes marquées sur le terrain ?			
<b>ROUTES</b>	2.1 Emplacement des routes conforme au plan ?			
Vérifier une longueur de 3 tronçons distincts de route de 100 m chacun	2.2 Ont-elles été marquées sur le terrain ?			
	2.3 Sont-elles construites suivant le plan ?	Pas applicable		
	2.4 Largeur de défrichage conforme au code ?	Pas applicable		
	2.5 Largeur de formation maxi selon le Code ?	Pas applicable		
	2.6 Largeur maxi de chaussée selon le Code ?	Pas applicable		
	2.7 Routes implantées au niveau correct/maxi- ?			
	2.8 Fosses à gravier construites selon Code ?	Pas applicable		
	2.9 Routes dotées des égoûts nécessaires ?	Pas applicable		
<b>PLATEFORME D'ATTENTE</b>	3.1 Plateformes conformes au plan ?			
Sélectionner 3 Plateformes et vérifier si construites suivant plan et normes du Code	3.2 Situées en surélévation ?			
	3.3 Moins de 0,1 ha (30mx 30m)?			
	3.4 En dehors des zones prosrites ?			
	3.5 À 40 m des zones tempons ?			
	3.6 Dans des lieux bien drainés ?			
	3.7 Les débris sont-ils stockés loin des égoûts ?	Pas applicable		
	3.8 Les plateformes ont-elles été réhabilitées ?	Pas applicable	Pas appli-	
<b>VOIES A CHENILLES</b>	4.1 Implantées et marquées sur le ter- suiv- plan ?			
Vérifier et évaluer une voie à chenil princi- à cha- cune des 3 plateformes retenues pour vérification	4.2 Larg- max- de voies à chenilles est de 4 m ?			
	4.3 Les sols ont-ils été perturbés au minimum ?	Pas applicable		
	4.4 Le chenillage se fait-il dans la mesure du possible dans le sens de la montée ?	Pas applicable		
	4.5 Si dans le sens de la descente, a-t-il été approuvé par le Service des Forêts ?	Pas applicable		
	4.6 Les voies à chenilles avec égoûts appropriés ?	Pas applicable		
<b>PASSAGE DE COURS D'EAU</b>	5.1 Les Passage sont-ils situés selon le plan ?			
Vérifier 3 cours d'eau. Vérifier d'autres aussi	5.2 Passages perpendiculaires aux ruisseaux			
	5.3 Passages des cours d'eau selon le CPDV ?			
	5.4 Les débris ont-ils été enlevés des ruisseaux ?			

<b>SITES TABOUS</b>	6.1 Situés selon le plan ? 6.2 S'il y en a, sont-ils repérés sur le terrain ?			
Évaluer les sites connus. Rechercher d'autres signes	6.3 S'il y en a, sont-ils restés intacts ?	Pas applicable		

<b>ZONES TAMPONS</b>	7.1 ont-elles été repérées sur le terrain ? 7.2 Sont-elles restées intactes ?	Pas applicable		
----------------------	--	----------------	--	--

<b>CHOSSES À VÉRIFIER</b>	<b>Observations et questions à poser</b>	<b>Avant abattage</b>	<b>Pendant abattage</b>	<b>Après abattage</b>
<b>ABATTAGE</b> Vérifier l'abattage à la souche et évaluer 6 arbres.	8.1 Tous les arbres à abattre ont-ils été marqués	(oui/non)	(oui/non)	(oui/non)
	8.2 Toutes les directions de chute repérées ?			
	8.3 Tous les arbres à conserver repérés et marqués ?			
	8.4 L'abattage a-t-il lieu hors et loin de la zone tampon ?	Pas applicable		
	8.5 L'abattage conforme avec la direction de chute indiquée ?	Pas applicable		

<b>SOUCHES</b>	9.1 Toutes les souches ont-elles été numérotées correctement ?	Pas applicable		
Vérifier l'abattage à la souche. vérifier et évaluer 6 arbres.	9.2 Les souches ont-elles été coupées juste au dessus de l'éperon ?	Pas applicable		
	9.3 En l'absence d'éperon, l'entaille se trouve-t-elle à 30 cm du niveau du sol ?	Pas applicable		

<b>DÉGÂTS CAUSÉS AUX ARBRRES RESTANTS</b>	10.1 Dégâts causés par une lame de bulldozer à : (i) la souche ? (ii) l'éperon ?	Pas applicable Pas applicable		
Évaluer les dégâts le long des voies à chenilles dans des sites d'abattage sélectionnés	10.2 Dégâts résultant de l'abattage à :	Pas applicable		
	(i) la cime ?	Pas applicable		
	(ii) aux branches ?	Pas applicable		
	10.3 Dégâts causés par treuil à :	Pas applicable		
	(i) la souche ?	Pas applicable		
	(ii) l'éperon ?	Pas applicable		

<b>CONDITIONS PARTICULIÈRES</b>	11.1 Autres zones interdites situées selon le plan et marquées sur le terrain ?			
À vérifier s'il en est fait mention dans le plan	11.2 Jardins marqués correctement sur le plan ?			
	11.3 Toutes les sources d'eau ont-elles été relevées et marquées sur le terrain ?			
	11.4 Tous les arbres fruitiers et à noix marqués conformément aux accords passés ?			
	11.5 Tous les arbres porte-graines marqués ?			

<b>ÉLÈVEMENT DES BILLES</b>	12. Toutes les billes ont-elles été enlevées :	Pas applicable		
Inscrire les billes n'ont enlevés sur la feuille de pointage.	(i) des routes permanentes ? (ii) de la forêt ? (iii) des plateformes d'attente ?	Pas applicable Pas applicable Pas applicable		

<b>ARTICLES DE REBUT</b>	<b>13. Tous les débris ont-ils été enlevés :</b>	<b>Pas applicable</b>		
Ex : pneus, fûts, vides Fer, cordes & autres détruits	(i) des terrains à plateformes d'attente ? (ii) des camps temporaires? (iii) des bas-côtés des routes ? (iv) de la forêt ?	Pas applicable Pas applicable Pas applicable Pas applicable		
<b>CONDITIONS DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS</b>	<b>14 Les conditions de contrat ou de plan de déboisement des propriétaires fonciers ont-elles été respectées ?</b>			
<b>INFRACTIONS</b>	<b>15 A-t-on délivré des avis d'infraction ?</b>	<b>Pas applicable</b>		
<b>TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT</b>	<b>16 Tous les travaux de stabilisation ont-ils été achevés avant le retrait des engins de l'aire de coupe ?</b>	<b>Pas applicable</b>		
<b>ACHÈVEMENT DES TRAVAUX</b>	<b>17.1 Autorisez-vous le retrait des engins de l'aire de coupe ?</b>	<b>Pas applicable</b>		
	<b>17.2 L'abattage est-il terminé ?</b>	<b>Pas applicable</b>		
	<b>La fiche de contrôle remplie et signée par :</b>			
	<b>Nom de l'agent forestier (en lettres moulées) :</b> .....			
	<b>Poste :</b> .....			
	<b>Date :</b> .....			

En cas de réponse par "NON", donnez vos commentaires sur une feuille séparée : (exemple, en vous reportant à la numérotation utilisée dans la fiche 9.1. Dégâts causés par bulldozer à 20% des arbres – à améliorer. L'exploitant mis en garde.

**ANNEXE 6**

(Articles 12.2, 13.1, et 13.2)

**RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS  
INFRACTIONS MAJEURES AU CODE DE PRATIQUE DU DÉBOISEMENT**

<b>NUMÉRO D'INFRACTIONS</b>	<b>TYPE D'INFRACTIONS</b>	<b>POINTS DE PÉNALITÉ</b>	<b>AMENDES</b>
1	Une entreprise détentrice d'un permis d'exploiter, ni un superviseur d'activités d'exploitation ne doit entreprendre des activités d'exploitation dans une zone quelconque sans un plan d'exploitation approuvé, sauf exemption du Directeur ou de l'Agent forestier agréé.	50	50 000
2	Nul ne doit entreprendre des activités d'exploitation quelconques sauf s'il détient un permis d'exploitant forestier valable et non suspendu.	30	30 000
3	Un exploitant forestier ne doit pas construire une route quelconque excepté en conformité à un plan d'exploitation approuvé et aux règles du Code de Pratique du Déboisement sauf exemption spéciale accordée par le Directeur ou l'Agent forestier agréé.	20	20 000
4	Un exploitant forestier ne doit pas construire un passage de cours d'eau sans l'inspection et approbation préalables d'un Agent forestier.	5	5 000
5	Un exploitant forestier ne doit pas construire un passage de cours d'eau sauf en conformité aux règles du Code de Pratique de Déboisement.	15	15 000
6	Un exploitant forestier ne doit abattre un arbre qui a été marqué pour rétenion ou situé dans une zone proscrite sans l'approbation préalable d'un Agent forestier.	5	5 000
7	Un agent forestier ne doit pas utiliser des engins dans les limites des zones proscrites et de leurs zones tampons sauf aux passages de cours d'eau.	10	10 000
8	Un exploitant forestier ne doit pas contruire une plateforme d'attente à un endroit qui n'a pas été approuvé par un Agent forestier.	5	5 000
9	Un exploitant forestier ne doit pas construire une voie de roulage principale sauf si son emplacement a été inspecté et repéré sur le terrain.	5	5 000
10	Un exploitant forestier ne doit pas entreprendre des activités d'exploitation dans une zone où les activités ont cessé ou sont suspendues dû aux intempéries jusqu'à ce que les conditions du sol permettent la reprise des activités sans causer de dégâts au sol et aux 'eaux.	10	10 000
11	Un exploitant forestier ne doit pas transporter de grumes sur une voie publique sauf si le chargement est maintenu par, au moins, deux tendeurs à chaîne.	5	5 000
12	Une entreprise titulaire d'un permis, ni un superviseur d'activités d'exploitation ne doivent autoriser le déplacement d'engins d'industrie forestière vers une autre zone d'exploitation sauf si une attestation de fin d'activités ou de cessation provisoire d'activités a été délivrée par un agent forestier.	15	15 000
13	Un superviseur d'activités d'exploitation ne doit pas omettre d'exécuter une instruction ou des travaux de remise en état ou de réparer toute atteinte au Code de Pratique du Déboisement émanant d'un agent forestier.	15	15 000

**RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS**

**AVIS DE POINTS DE PÉNALITÉ ATTRIBUÉS**

À ..... résidant à ..... et titulaire du permis No. .... accusé d'avoir commis les infractions majeures suivantes au Code de Pratique du Déboisement lors des activités d'exploitation entreprises à ..... (lieu).

NUMÉRO	TYPE D'INFRACTIONS	INFRACTIONS COMMISES (cocher la case appropriée)	POINTS DE PÉNALITÉ	AMENDES
1	Une entreprise détentrice d'un permis d'exploiter, ni un superviseur d'activités d'exploitation ne doit entreprendre des activités d'exploitation dans une zone quelconque sans un plan d'exploitation approuvé, sauf exemption du Directeur ou de l'Agent forestier agréé.		50	50 000
2	Nul ne doit entreprendre des activités d'exploitation quelconques sauf s'il détient un permis d'exploitant forestier valable et non suspendu.		30	30 000
3	Un exploitant forestier ne doit pas construire une route quelconque excepté en conformité à un plan d'exploitation approuvé et aux règles du Code de Pratique du Déboisement sauf exemption spéciale accordée par le Directeur ou l'Agent forestier agréé.		20	20 000
4	Un exploitant forestier ne doit pas construire un passage de cours d'eau sans l'inspection et l'approbation préalables d'un Agent forestier.		5	5 000
5	Un exploitant forestier ne doit pas construire un passage de cours d'eau sauf en conformité aux règles du Code de Pratique de Déboisement.		15	15 000
6	Un exploitant forestier ne doit pas abattre un arbre qui a été marqué pour rétention ou situé dans une zone proscrite sans l'approbation préalable d'un Agent forestier.		5	5 000
7	Un agent forestier ne doit pas utiliser des engins dans les limites des zones prescrits et de leurs zones tampons sauf aux passages de cours d'eau.		10	10 000
8	Un exploitant forestier ne doit pas		5	5 000

	contruire une plateforme d'attente à un endroit qui n'a pas été approuvé par un Agent forestier.			
9	Un exploitant forestier ne doit pas construire une voie de roulage principale sauf si son emplacement a été inspecté et repéré sur le terrain.		5	5 000
10	Un exploitant forestier ne doit pas entreprendre des activités d'exploitation dans une zone où les activités ont cessé ou sont suspendues dû aux intempéries jusqu'à ce que les conditions du sol permettent la reprise des activités sans causer de dégâts au sol et aux 'eaux.		10	10 000
11	Un exploitant forestier ne doit pas transporter des bois sur une voie publique sauf si le chargement est maintenu par, au moins, deux tendeurs à chaîne.		5	5 000
12	Une entreprise titulaire d'un permis, ni un superviseur d'activités d'exploitation ne doivent autoriser le déplacement d'engins d'industrie forestière vers une autre zone d'exploitation sauf si une attestation de fin d'activités ou de cessation provisoire d'activités est délivrée par un agent forestier.		15	15 000
13	Un superviseur d'activités d'exploitation ne doit pas omettre d'exécuter une instruction ou des travaux de remise en état ou de réparer toute atteinte au Code de Pratique du Déboisement émanant d'un agent forestier.		15	15 000

Un total de ..... points de pénalité a été attribué à l'exploitant forestier ci-dessus pour infraction. Ces points de pénalité seront conservés au registre pendant un an. Vous avez actuellement un total de ..... de points de pénalité à votre compte. Le titulaire du permis est tenu de payer l'amende dans un délai de 30 jours.

*Si l'exploitant forestier ou le titulaire de permis d'exploiter désire contester les points de pénalité qui lui ont été attribués ou l'amende, il doit, dans les 14 jours de la date du présent avis demander un contre examen par le Directeur du Service des Forêts.*

Nom de l'agent forestier : ..... Date : .....

RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS

DURÉE DE SUSPENSION OU DE RETRAIT DE PERMIS

POINTS DE PÉNALITÉ ACCUMULÉS	DURÉE DE SUSPENSION
20	une semaine ouvrable
30	deux semaines ouvrables
40	un mois
50	deux mois
60	six mois
100	un an
150	Retrait

RÉPUBLIQUE DE VANUATU  
SERVICE DES FORÊTS

AVIS DE SUSPENSION OU DE RETRAIT DE PERMIS

À : ..... (Directeur ou titulaire du permis d'exploiter) de .....(nom et adresse de l'entreprise).

Vous êtes informé par les présentes de la suspension / du retrait de permis d'exploiter No..... enregistré au nom de ..... La période de suspension est de ...../...../..... à ...../...../..... (inclus).

Le permis est suspendu/ retiré en raison des points de pénalité suivants qui ont été portés contre vous au cours des 12 derniers mois pour des infractions majeures commises au Code de Pratique du Déboisement.

Dates	No./Types d'infraction	Points de pénalité attribués
<b>TOTAL DES POINTS DE PÉNALITÉ</b>		

Vous ne devez en aucun cas autoriser la personne ci-dessus mentionnée à entreprendre des activités d'exploitation avec votre permis au cours de cette période de suspension. Si vous le faite, la personne verra son permis suspendu pour une période supplémentaire ou retiré et vous serez coupable d'une infraction aux termes des dispositions de l'article 15 de l'arrêté No. 26 de 1998 sur le Code de Pratique du Déboisement.

**Suspension d'activités d'exploitation (Applicable / non applicable)**  
 Puisque ..... (nom) est désigné votre superviseur des activités d'exploitation de votre entreprise par votre entreprise à ..... (lieu) conformément au plan d'exploitation No. .... nous suspendons par les présentes toutes les activités d'exploitation dans cette zone jusqu'à nouvel ordre / jusqu'au ..... (date). (Rayer la mention inutile

Le Directeur du Service des Forêts (ou l'agent forestier agréé)

Date

.....

.....





## REPUBLIC OF VANUATU

### THE BANKING ACT [CAP. 63]

LIST OF BANKS WHICH HAVE PAID THEIR FEES AS  
AT 31st DECEMBER 1999.

---

IN ACCORDANCE with Section 21 (4) of the Banking Act [CAP.63 ], IT IS HEREBY NOTIFIED that the following Banks have paid the necessary fees provided by Section 21 of the Act as at 31st December 1999:-

ANZ BANK ( VANUATU) LIMITED  
ASIA CREDIT INTERNATIONAL BANK LIMITED  
ASIAN BANK LIMITED  
BANCO CAPITAL OVERSEAS LIMITED  
BANK FIDUCIARIES LIMITED  
BANK OF CENTRAL PACIFIC LIMITED  
BANK OF COMMERCE ( MICRONESIA) LIMITED  
BANQUE D'HAWAII ( VANUATU) LIMITED  
BANQUE NATIONALE DE PARIS (VILA) LIMITED  
BANQUE TOURELLE LIMITED  
CIE PRIVEE BANQUIERS LIMITED  
COFIEC BANK LIMITED  
EASTERN AND PACIFIC BANK LIMITED  
EQUITY INVESTMENT BANK LIMITED  
EUROPEAN BANK LIMITED  
FP BANK (VANUATU) LIMITED  
GENERAL PACIFIC BANK LIMITED  
GLOUCESTERSHIRE BANK LIMITED  
GOLDEN PENINSULA BANK LIMITED  
GREELEY BANK AND TRUST LIMITED  
IBA BANK LIMITED  
INTEREAST BANK (PACIFIC) LIMITED  
INTERLAKEN BANKING CORPORATION LIMITED  
INTERNATIONAL ALLIANCE BANK LIMITED

INTERNATIONAL PRIVATE BANK CORPORATION LIMITED  
LIU CHONG HING BANK (INTERNATIONAL) LIMITED  
MCKENNEY BANK LIMITED  
MERCANTILE ASIAN BANK LIMITED  
MULTINATIONAL BANK (VANUATU) LIMITED  
NATIONAL SECURITY BANK LIMITED  
NAUTILUS NATIONAL BANK LIMITED  
NEST BANK LIMITED  
NM BANK LIMITED  
PACIFIC BANK LIMITED  
PACIFIC ORIENT BANK LIMITED  
SOBIN BANK LIMITED  
SUMMA INTERNATIONAL BANK LIMITED  
THE GLOBALGATE E-COMMERCE BANK LIMITED  
THE MANDARIN BANKING CORPORATION LIMITED  
UNITED INVESTMENT BANK LIMITED  
VANGUARD BANK OF SOUTH PACIFIC LIMITED  
VIANKA BANK LIMITED  
WEST END INTERNATIONAL BANK LIMITED  
WEST EUROPEAN BANK LIMITED  
WESTLB ASIAC BANK LIMITED  
WESTPAC BANKING CORPORATION LIMITED  
WORLDWIDE GUARANTY BANK LIMITED  
YORKER INTERNATIONAL BANK LIMITED

Given under my hand and seal at Port Vila this twenty seventh day of January 2000

  
Morking S. Iatika



**MINISTER OF FINANCE AND ECONOMIC MANAGEMENT**

# REPUBLIC OF VANUATU

## THE BANKING ACT [CAP.63]

IN EXERCISE of the powers conferred by section 4(4)(a) of the Banking Act [CAP.63], I hereby order that the licence to carry on banking business as an exempted bank of

### MERIDIAN INTERNATIONAL BANK LIMITED

granted on the 24th December 1992 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this eleventh day of January 2000.

  
  
MORKING S. IATIKA  
MINISTER OF FINANCE AND ECONOMIC MANAGEMENT



## REPUBLIC OF VANUATU

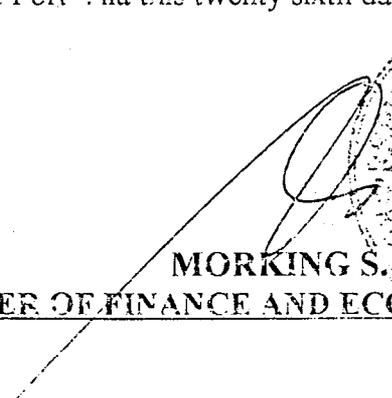
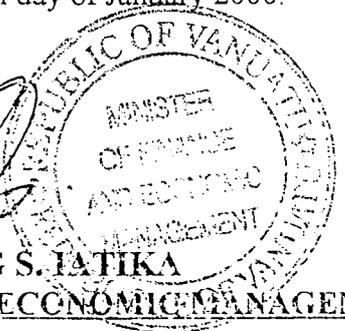
### THE BANKING ACT [CAP.63]

IN EXERCISE of the powers conferred by Section 4 (4) (d) of the Banking Act [CAP.63], I hereby order the licence to carry on banking business as an exempted bank of

#### GLOBAL FINANCIAL GROUF BANK LIMITED

granted on 12th February 1997 shall be and the same is hereby revoked.

Given under my hand and seal at Port Vila this twenty sixth day of January 2000.

  
  
**MORKING S. IATIKA**  
**MINISTER OF FINANCE AND ECCONOMIC MANAGEMENT**



## REPUBLIC OF VANUATU

### **THE CHARITABLE ASSOCIATIONS (INCORPORATION) [CAP. 140]**

LIST OF ASSOCIATIONS WHICH HAVE BEEN INCORPORATED DURING THE PERIOD FROM 1ST JANUARY TO 31ST DECEMBER 1999

---

*IN ACCORDANCE* with Section 6 of the Charitable Associations (Incorporation) Act [Cap. 140], (the Act), IT IS HEREBY NOTIFIED that the following associations were incorporated during the period from 1st January to 31st December 1999-:

- ASSOCIATION DES FRANCAIS DE L'ETRANGER - SECTION DE VANUATU COMMITTEE (INC)
- THE VANUATU AMATEUR SPORTS ASSOCIATION & NATIONAL OLYMPIC COMMITTEE (INC)
- THE MOVEMENTS AFOOT COMMITTEE (INC)
- THE MUSIC ACADEMY COMMITTEE (INC)
- WAN SMOLBAG THEATRE COMMITTEE (INC)
- PORT VILA TAXI ASSOCIATION COMMITTEE (INC)
- AUTOMOBILE CLUB DE PORT-VILA COMMITTEE (INC)
- KIWANIS SERVICES COMMITTEE (INC)
- EFATE SMALL AND MEDIUM ENTREPRENEUR'S ASSOCIATION COMMITTEE (INC)

Given under my hand and seal at Port Vila this second day of February 2000.

Dudley Aru

**REGISTRAR OF CHARITABLE ASSOCIATIONS**





## REPUBLIC OF VANUATU

### THE COMPANIES ACT [CAP. 191]

TAKE NOTICE that pursuant to Section 335 of the Companies Act [Cap. 191], unless cause is shown to the contrary, the names of:-

WUSHU HEALTHY MEDICAL CENTRE LIMITED  
SOCIETE D'EXPLOITATION AGRO-PASTORALE D'ENAM  
LIMITED  
TRIDENT TRANSPORT COMPANY LIMITED  
BUSINESS INSTITUTE OF VICTORIA PTY LTD  
COMIDA LIMITED  
LE SENECHAL (VANUATU) LIMITED  
FOURTH NAVICHEM SHIPPING COMPANY LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu and the companies dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this fourth day of February 2000.

Dudley Aru

**REGISTRAR OF COMPANIES**





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**REMOVAL**

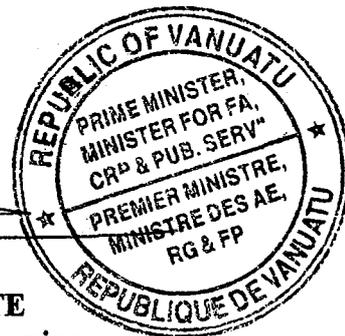
**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(6) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, **I, BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby remove: -

**ABEL KALORIS**

as a member and Chairman of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>11</sup>..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

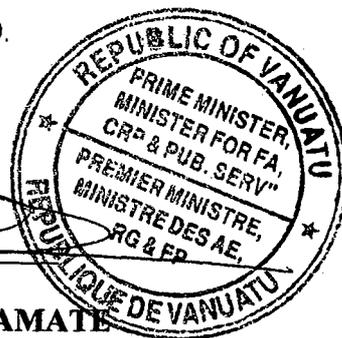
**REMOVAL**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(6) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, **I, BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby remove: -

**DANIEL FERMINE**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>17th</sup>..... day of February, 2000.



**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service



**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**REMOVAL**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(6) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby remove: -

**PASTOR HOSEA BANI**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4<sup>th</sup></sup>..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**REMOVAL**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(6) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby remove: -

**MARAKON ALILEE**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4<sup>th</sup></sup> ..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**REMOVAL**

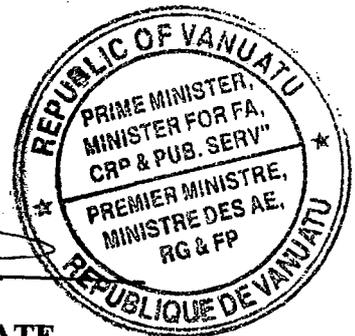
**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(6) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, **I, BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby remove: -

**METO NGANGA**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4th</sup>..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**REMOVAL**

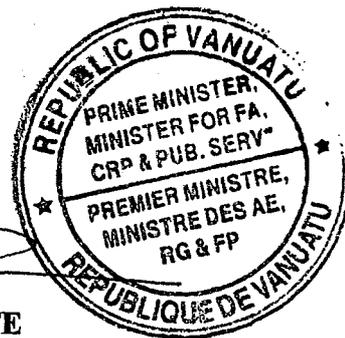
**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(6) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby remove: -

**MYRIAM ABEL**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>7<sup>th</sup></sup>..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**APPOINTMENT**

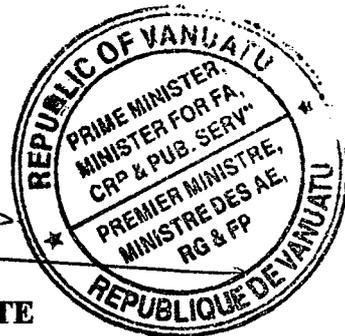
**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(1) & (2) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby appoint: -

**RICHARD KALTONGGA**

as a member and Chairman of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>14</sup>..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**APPOINTMENT**

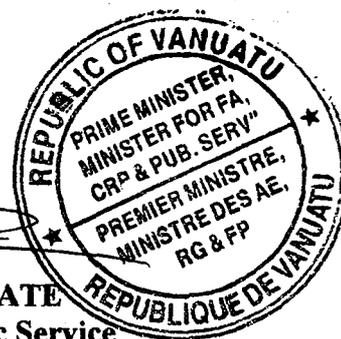
IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 3(1) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby appoint: -

**ALICK NOEL**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4<sup>th</sup></sup>..... day of February, 2000.

  
**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**APPOINTMENT**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(1) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby appoint: -

**STEVEN JACOB**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4th</sup>..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**APPOINTMENT**

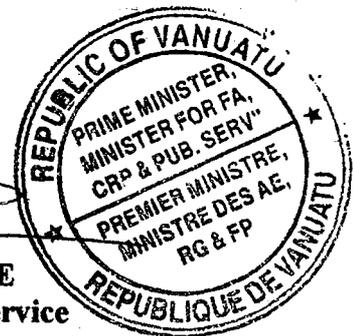
IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 3(1) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby appoint: -

**WILLIE KORISA**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4<sup>th</sup></sup> ..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**APPOINTMENT**

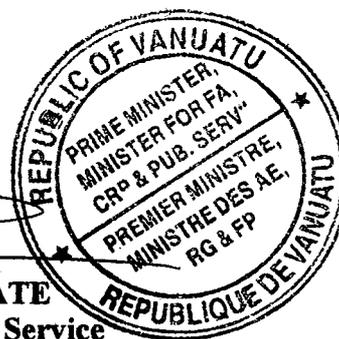
**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 3(1) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, **I, BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby appoint: -

**KALTAU AYONG**

as a member of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4<sup>th</sup></sup>..... day of February, 2000.

  
**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**BROADCASTING & TELEVISION ACT NO. 3 OF 1992**

**APPOINTMENT**

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 3(1) & (2) of the Broadcasting and Television Act No. 3 of 1992, I, **BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**, Prime Minister and Minister of Public Service hereby appoint: -

**KALFAU MOLI**

as a member and Deputy Chairman of the Vanuatu Broadcasting & Television Corporation with effect from the date hereof.

**MADE** at Port Vila the <sup>4<sup>th</sup></sup>..... day of February, 2000.

**BARAK TAME SOPE MAUTAMATE**  
Prime Minister and Minister for Public Service





**REPUBLIC OF VANUATU**

**MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD**  
**ACT [CAP. 182]**

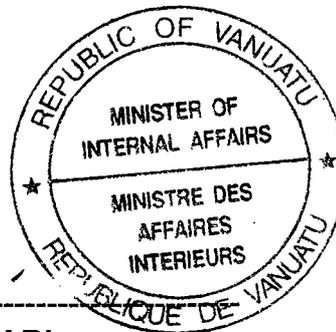
**APPOINTMENT**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], I, **BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

**MARTIN TETE**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

**MADE** at Port Vila this 7<sup>th</sup> day of December, 1999.



**BARNABAS TABI**  
Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board



**REPUBLIC OF VANUATU**

**MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD**  
**ACT [CAP. 182]**

**APPOINTMENT**

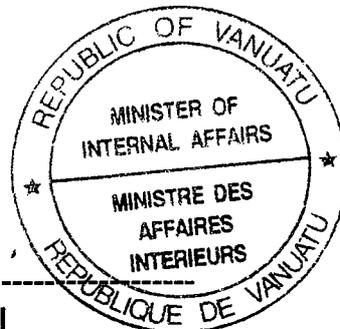
**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], **I, BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

**MATILDA BUTAL**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

**MADE** at Port Vila this <sup>7<sup>th</sup></sup> ----- day of <sup>December</sup> -----, 1999.

**BARNABAS TABI**  
Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board





**REPUBLIC OF VANUATU**

**MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD  
ACT [CAP. 182]**

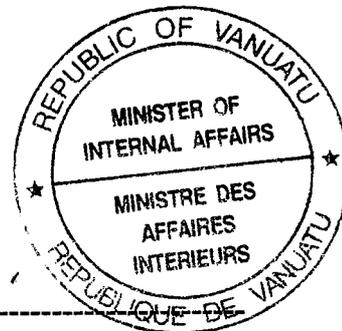
**APPOINTMENT**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], **I, BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

**DANIEL JOLI**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

**MADE** at Port Vila this 27<sup>th</sup> day of December, 1999.



**BARNABAS TABI**  
Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board



REPUBLIC OF VANUATU

MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD  
ACT [CAP. 182]

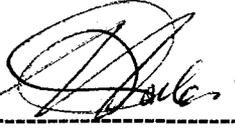
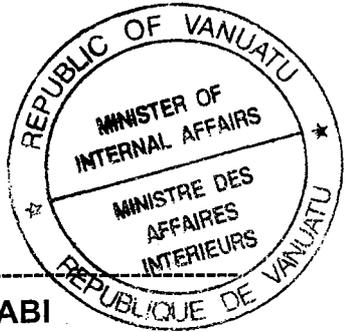
APPOINTMENT

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], I, **BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

**FRANK LOTA**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

MADE at Port Vila this 7<sup>th</sup> day of December, 1999.

  
  
**BARNABAS TABI**  
Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board



**REPUBLIC OF VANUATU**

**MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD**  
**ACT [CAP. 182]**

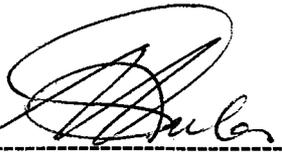
**APPOINTMENT**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], I, **BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

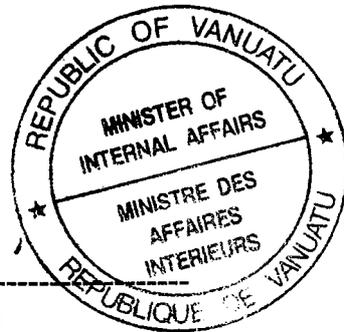
**KALSAF MARK**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

**MADE** at Port Vila this 7<sup>th</sup> day of December, 1999.

  
-----  
**BARNABAS TABI**

**Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board**





REPUBLIC OF VANUATU

MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD  
ACT [CAP. 182]

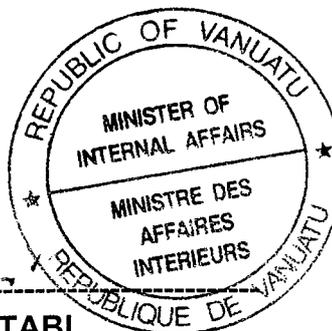
APPOINTMENT

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], **I, BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

**JOHN JACKO LAYCOCK**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

MADE at Port Vila this 7<sup>th</sup> day of December, 1999.



**BARNABAS TABI**  
Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board



REPUBLIC OF VANUATU

MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD  
ACT [CAP. 182]

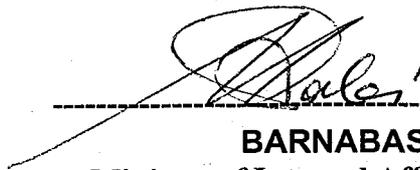
APPOINTMENT

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], I, **BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

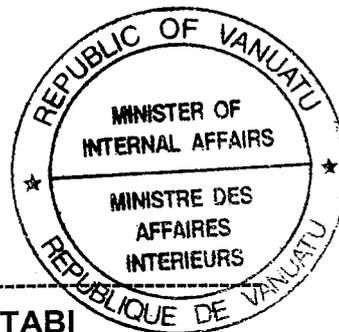
**KANAM WILSON**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

MADE at Port Vila this 7<sup>th</sup> day of December, 1999.



**BARNABAS TABI**  
Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board





**REPUBLIC OF VANUATU**

**MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD  
ACT [CAP. 182]**

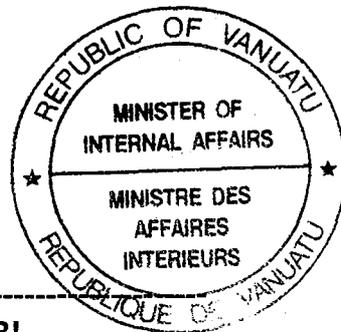
**APPOINTMENT**

**IN EXERCISE** of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], **I, BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

**PERNNA VORES**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

**MADE** at Port Vila this 27<sup>th</sup> day of December, 1999.



**BARNABAS TABI**  
Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board



REPUBLIC OF VANUATU

MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD  
ACT [CAP. 182]

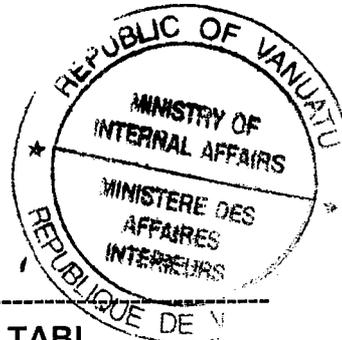
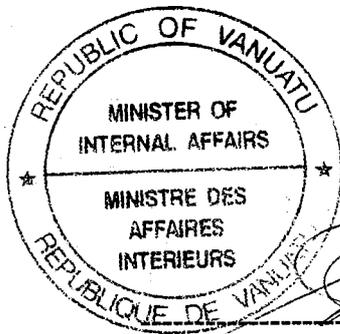
APPOINTMENT

IN EXERCISE of the powers conferred upon me by section 5(1) of the Minimum Wage And Minimum Wages Board Act [CAP. 182], I, **BARNABAS TABI**, Minister of Internal Affairs and Minister responsible for Minimum Wage, hereby appoint -

**EMIL MAEL**

as member of the Minimum Wages Board for a period of two years from the date thereof.

MADE at Port Vila this 7<sup>th</sup> day of December, 1999.



**BARNABAS TABI**

Minister of Internal Affairs and Minister  
Responsible for Minimum Wages Board